

Bulletin d'histoire politique

La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970

Pierre Beaudet



Volume 19, numéro 2, hiver 2011

La gauche au Québec depuis 1945

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054894ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054894ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique

VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2011). La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970. *Bulletin d'histoire politique*, 19(2), 97–117.

<https://doi.org/10.7202/1054894ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970

PIERRE BEAUDET

*Département de sociologie et d'anthropologie
Université d'Ottawa*

À la fin des années 1960, la révolution-pas-si-tranquille débouche sur de grandes confrontations. Sous le gouvernement de l'Union nationale (1966-1969), la mobilisation étudiante émerge : c'est un mouvement générationnel, culturel, social et politique (voir le texte de Warren). En même temps, le mouvement syndical s'éveille après quelques années d'incubation, principalement sous l'impulsion du secteur public. Parallèlement, le nationalisme se redéfinit autour du projet du Parti québécois où se retrouve une bonne partie des animateurs¹ des mouvements des années 1960. Mais il y a aussi un nationalisme radical qui orbite autour des diverses générations du Front de libération du Québec (FLQ). D'autres secteurs de la mouvance militante s'investissent dans la politique municipale (l'expérience du FRAP), d'où émergent des « comités d'action politique » (CAP) qui posent la question du pouvoir d'une façon inédite au Québec. Tous ces processus mettent en scène divers acteurs qui restructurent l'espace politique. Pour certains, il faut aller plus loin, se radicaliser et impulser les luttes sociales et politiques dans l'optique d'une rupture fondamentale avec l'État, le système capitaliste et l'impérialisme. Ce bref article vise à retracer les contours de ce mouvement radical aux formes hybrides.

La genèse

De la fin des années 1960 jusqu'au début des années 1970, un mouvement social se met en place aux confluent des luttes étudiantes, populaires, syndicales. Ce mouvement se radicalise et cherche la voie de l'action politique.

L'éveil citoyen

Durant les années 1960, un mouvement d'animation citoyenne et communautaire prend forme, principalement dans les zones urbaines. Ce sont les « comités de citoyens » qui émergent sous l'influence de la gauche catholique regroupée dans des mouvements comme la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) et la Jeunesse étudiante catholique (JEC). Avec l'appui d'une partie de l'Église, ce mouvement bénéficie d'infrastructures importantes et surtout d'un corps de jeunes bien formés issus des collèges classiques mais qui se sont radicalisés à travers leurs lectures et en se confrontant au milieu ambiant. Sous leur impulsion, il s'agit de transformer la direction de l'action catholique qui fournit des services aux démunis vers l'organisation et la revendication autour d'axes transversaux comme le logement, la santé, la protection sociale. Un des principaux animateurs de ce courant communautaire et chrétien, Bernard Normand, rappelle ce tournant de la manière suivante :

Au niveau des comités de citoyens, un des événements les plus importants de cette époque est la rencontre du 19 mai 1968 qui a rassemblé plus de 175 personnes venant de 20 comités de citoyens à travers le Québec. Cette date marque en quelque sorte le point tournant entre la première et la deuxième phase des organisations populaires au cours de la seconde moitié des années 1965-1970. La rencontre du 19 mai 1968 a non seulement permis des échanges concrets sur les objectifs et sur les luttes, entre travailleurs et intellectuels de groupes populaires différents, mais elle a directement favorisé le rapprochement d'une orientation plus politique. Ce qui est indiqué par les quatre points principaux de la déclaration adoptée par tous les participants lors de cette journée : « Nous avons tous les mêmes grands problèmes ; Nous devons sortir de l'isolement et de l'esprit de clocher ; les gouvernements doivent devenir nos gouvernements ; nous n'avons plus le choix, il nous faut passer à l'action politique »².

Au début des années 1970 dans la région montréalaise, ce mouvement est effervescent. Les initiatives prolifèrent dans la lutte contre une administration municipale autoritaire qui veut « moderniser » la ville contre ses citoyens. Les grands chantiers du maire Drapeau forcent l'expulsion d'un grand nombre de familles à revenus modestes du centre-ville tout en immobilisant les finances de la ville au détriment de projets à caractère social. De cela se mettent en place des luttes de résistance qui prennent une tangente politique, que certains animateurs du mouvement veulent transformer en une lutte anticapitaliste :

Parce qu'elle concentre géographiquement les conditions d'exploitation des travailleurs, la ville a été et continuera d'être le théâtre principal (non exclusif) de la lutte des classes. Mais les enjeux de cette lutte n'ont rien de spécifiquement urbain. Ils mettent en cause la domination du capital sur le travail salarié [...] Les problèmes typiquement urbains (cherté des loyers, insalubrité des logements, expropriation, etc.) rejoignent les autres problèmes qui caractérisent la condition ouvrière en ce sens qu'ils ont tous la même cause. [...] ³

Certes, l'appel est radical, mais cette conclusion apparaît presque normale pour une composante importante du mouvement communautaire. Cependant se pose la question : que faire exactement ? Au niveau provincial, l'action politique est canalisée par le PQ. Des militants se reconnaissent dans ce projet, dont ils espèrent constituer l'« aile gauche », comme le suggèrent des syndicalistes comme Robert Burns et Francine Lalonde. D'autres trouvent que l'option de René Lévesque est une impasse avant même d'avoir commencé. Néanmoins, l'espace politique à gauche semble « rempli », du moins dans l'horizon du mouvement social⁴.

Or voilà qu'apparaît une « solution ». En effet, le terrain local, municipal, semble ouvert. Les militants invitent alors les « comités de citoyens » à se politiser et à se coaliser avec d'autres secteurs du mouvement populaire. C'est alors que se définit le projet du Front d'action politique des salariés, le FRAP (voir le texte de Comby) et qui semble être attrayant pour ce mouvement communautaire radicalisé.

Les syndicats et le « deuxième front »

Parallèlement, le mouvement syndical fait également son chemin. L'irruption du syndicalisme dans le secteur public conduit à de grandes confrontations avec l'État. Des secteurs industriels se radicalisent aussi en lien avec les nouvelles générations de travailleurs dont certains ont « baigné » dans le mouvement étudiant. Là aussi, l'idée de l'action politique prend forme. Les trois grandes centrales syndicales, la CSN, la FTQ et la CEQ, produisent des textes⁵ qui ont eu du retentissement et mettent en place des comités intersyndicaux pour discuter de l'action politique⁶. La CSN notamment s'investit beaucoup, en particulier du Conseil central de Montréal, dont un jeune permanent de l'époque, Paul Cliche, prend les rênes du FRAP.

La dimension syndicale de la radicalisation en cours est très importante. Les syndicats ont un appareil sophistiqué, des ressources aussi. Plus important encore, ils ont un membership établi et relativement stable, contrairement aux mouvements populaires et communautaires. De plus en plus, les membres sont politisés. Même dans le secteur public où la marge de manœuvre est un peu plus grande, les conditions de travail sont encore très arbitraires et plutôt minimalistes au niveau salarial.

Mais rapidement l'organisation syndicale change le rapport de forces. D'autant plus qu'une nouvelle génération de militants et de militantes prend une grande place. C'est ainsi que Marcel Pépin, l'astucieux président de la CSN, sent le vent tourner. Il lance une grande discussion sur le « deuxième front » que le mouvement syndical doit animer, sous peine de voir le « premier front » (autour des conditions salariales et de travail)

s'effriter et s'isoler. Dit en d'autres mots, il s'agit également d'orienter les priorités autour du politique. Encore là, l'ambiguïté demeure face au PQ qui de toute évidence recueille beaucoup d'appuis au sein des couches ouvrières et populaires. Mais la « solution » municipale semble prometteuse. Les enjeux sont grands et le « règne » de Drapeau est contesté de toutes parts. Les syndicats décident de s'investir :

La campagne municipale est une illustration de ce que peut être le front politique. Face à l'administration actuelle, il est temps pour les salariés montréalais de constituer une opposition efficace et systématique dont l'objectif sera de répondre aux besoins des quartiers. Par ailleurs, les salariés devront exercer un contrôle réel sur le front de la consommation. Il s'agira pour nous de reprendre en main le mouvement coopératif, de nous organiser de nouvelles coopératives (santé, alimentation). Enfin, face à l'anarchie et morcellement du monde du travail, le front du travail se donnera comme objectif central la consolidation d'une véritable solidarité entre travailleurs (syndiqués ou non). Il faudra en arriver à un pouvoir ouvrier dans les usines, à un pouvoir étudiant dans les universités et les CEGEP⁷.

Lors de son congrès de fondation, le FRAP définit une orientation social-démocrate avec des relents radicaux, comme l'exprime alors Pierre Vadeboncoeur :

La population laborieuse ne fait plus guère confiance qu'à elle-même. Elle s'organise elle-même. Elle construit elle-même son propre pouvoir, économique, par des coopératives, et politique, par des comités de citoyens, par des comités d'action politique. [...] Elle conteste. Elle manifeste. Elle réclame. Elle se donne à elle-même des instruments de lutte : journaux, cercles d'études. Elle forge elle-même ses outils d'action politique : les CAP et le FRAP en sont des exemples. La démocratie, c'est d'abord, c'est essentiellement le peuple solidement organisé, le peuple organisé par lui-même, et qui envoie ses propres délégués à lui, non pas pour le « gouverner » mais pour exécuter ce qu'il décide. La campagne municipale d'automne est une illustration de ce que peut être le front politique. Par ailleurs, les salariés devront exercer un contrôle réel sur le front de la consommation. Il s'agira pour nous de reprendre en main le mouvement coopératif, de nous organiser de nouvelles coopératives (santé, alimentation). Enfin, face à l'anarchie et morcellement du monde du travail, le front du travail se donnera comme objectif central la consolidation d'une véritable solidarité entre travailleurs (syndiqués ou non). Il faudra en arriver à un pouvoir ouvrier dans les usines, à un pouvoir étudiant dans les universités et les CEGEP⁸.

Pour autant, le militantisme syndical ne s'arrête pas là. À la CSN, les secteurs conservateurs se retirent (création de la CSD), « libérant » l'espace pour l'action des militants. Dans plusieurs milieux de travail, les pratiques syndicales évoluent vers ce qu'on finit par appeler un syndicalisme de « combat »⁹. Des syndicats locaux sont pris en main par de jeunes militants qui opèrent, les uns dans les structures, les autres en dehors de ces structures via des comités de base auto définis (qu'on appelle dans le jargon de l'époque des « comités de travailleurs »). Ces militants sont souvent

liés aux Comités d'action politique et ils veulent à la fois radicaliser les luttes à la base et politiser l'action syndicale.

Turbulences du côté nationaliste

Une troisième évolution mène à la mise en place du radicalisme des années 1970. Tout au long des années 1960, le monde étudiant remue beaucoup. Ce milieu s'agite politiquement et produit une série de couches militantes qui s'investissent énormément dans le nationalisme sous toutes ses couleurs qui domine l'époque. Au sein de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), plusieurs leaders constituent les principaux bataillons de divers mouvements dont le plus important est le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN). Parallèlement, une première génération de partisans de la lutte armée s'organise sous l'égide du Front de libération du Québec (FLQ), qui regroupe surtout des jeunes travailleurs et des étudiants.

Cette génération est alors confrontée à de grands débats. Peu à peu, le projet de ce qui devient le Parti québécois, officiellement créé en 1968, émerge, drainant vers lui une grande quantité de militants de l'UGEQ, notamment. L'argument est celui du réalisme : si on veut changer la société, il faut se rallier à une coalition large et autour d'un projet indépendantiste et progressiste modéré. Cet argument est repris par Jean-Marc Piotte qui écrit alors dans une revue dont l'aura est assez grande dans les milieux intellectuels de l'époque, *Parti Pris*, et qui commente la mise en place du Mouvement souveraineté-association (MSA), l'ancêtre du PQ :

Le MSA n'est pas un mouvement socialiste et encore moins un mouvement révolutionnaire. On peut définir le courant Lévesque comme social-démocrate, et, entre la social-démocratie et le néo-capitalisme, la marge est plus qu'étroite. Mais il faut voir aussi le progrès que marque Lévesque par rapport au parti libéral et à l'UN [...] Et, plus important, une large fraction des masses les plus politisées et les plus conscientes suivent Lévesque [...]. Se situer hors du mouvement Lévesque, c'est se condamner à être marginal, sans aucune prise réelle sur les événements, sur les masses populaires. C'est se condamner à créer une autre petite secte qui éclatera au bout de quelques années, car n'ayant aucune prise réelle sur l'histoire, des fractions s'y formeront et s'opposeront avec chacune leurs petites bibles incomprises : Mao, Guevara, Gramsci¹⁰.

Mais les partisans du PQ ne sont pas seuls dans le décor. Il y a aussi ceux qui préconisent la lutte armée et qui tentent en fait de relancer le FLQ, autour de Charles Gagnon notamment. Il tente de reprendre en mains et de radicaliser l'orientation du FLQ, et devient ainsi un peu le porte-parole d'un courant qui refuse l'adhésion au PQ :

L'initiative du mouvement indépendantiste est momentanément passée à ces petits bourgeois qui sont motivés par des intérêts de classe immédiats. La domination économique

croissante des Américains sur le Québec, les limites à leur liberté politique qu'entraîne cette domination, et le pouvoir centralisateur d'Ottawa réduisent leur rôle et leur pouvoir à presque rien. Incapable de s'attaquer à la puissance économique yankee, convaincue même de pouvoir s'en passer, la bourgeoisie indépendantiste québécoise [...] ne rêve plus qu'à se débarrasser de cet intermédiaire constitué par la bourgeoisie anglo-saxonne de Montréal et de Toronto¹¹.

Et Gagnon d'ajouter: «Une seule voie s'ouvre aux partisans de la révolution québécoise et nord-américaine: l'action révolutionnaire et l'organisation populaire du peuple»¹².

Question de génération

En 1968 et en 1969 toutefois, la situation évolue sur le terrain. Les étudiants se mobilisent en masse et investissent la rue dans un mouvement multiforme, politique et culturel à la fois. Ce «festival» de la contestation met sur la table des thèmes d'auto-organisation et de transformation radicale. Les jeunes sont à l'écoute d'un mouvement social mondial où on réclame «tout et tout de suite» et où on rejette l'étouffant corset de l'État et du capitalisme. Durant l'automne 1968, ils occupent les cégeps et certaines universités qu'ils transforment en gigantesques ateliers de politisation.

Après la grève quasi générale qui traverse le monde étudiant, le mouvement continue et prend forme dans une série de mobilisations dont la fameuse «Opération McGill français», qui a lieu au printemps 1969. C'est la plus grosse manifestation de l'histoire contemporaine du Québec et bien qu'elle soit le fait d'une coalition arc-en-ciel réunissant militants radicaux et nationalistes, les radicaux ont l'ascendant, notamment le Front de libération populaire (FLP) et le Mouvement syndical-politique (MSP). L'affrontement de masse, avec des milliers de manifestants prêts à tenir tête à la police, devient prédominant. Dans les mois qui suivent, cela continue et reprend de plus belle à l'automne 1969, lors des manifestations contre les lois linguistiques du gouvernement de l'Union nationale. Des dizaines de milliers de manifestants envahissent les rues et se rencontrent à Québec pour un grand affrontement qui fait des dizaines de blessés et des centaines d'arrestations. Pour les jeunes qui sont influencés par le message du FLQ, tout cela prépare l'affrontement à venir.

Octobre 1970

Au début des années 1970, le vent du changement se fait lourdement sentir. Le gouvernement est désesparé, de même que les élites traditionnelles. Le PQ est arrivé sur la scène et même si le nombre de députés élus est décevant, il occupe désormais une place importante sur l'échiquier, ce qui déstabilise les deux grands partis traditionnels.

Par ailleurs, un mouvement social ascendant occupe la place publique. De puissantes manifestations de masse se succèdent. Étudiants et travailleurs se rapprochent, via le FRAP et ailleurs dans le cadre de débats où s'investissent de plus en plus de militants politisés. Le FLQ recrute dans les milieux radicalisés pour des actions spectaculaires le plus souvent liées à des conflits de travail. À l'automne 1969, cette radicalité éclate au grand jour lors d'une puissante émeute organisée par les chauffeurs de taxi et les étudiants sous l'impulsion de cellules du FLQ. Comme le FLQ est faiblement organisé, il ne profite pas beaucoup, du moins directement, de cette radicalisation, et cela même si des centaines de jeunes arrivent au point où ils veulent confronter le pouvoir.

Le fruit est très mûr. En octobre 1970, une poignée de felquistes passe à l'action. Dans les milieux militants, leur intervention n'est pas une surprise. Certes, il s'agit d'un acte reposant sur un microscopique groupe et non une «conspiration» et encore moins une «insurrection appréhendée», comme l'affirment les porte-parole du gouvernement fédéral comme Jean Marchand. Pourtant, Ottawa n'a pas tout à fait tort : le FLQ projette une image radicale qui attire beaucoup de sympathie, notamment parmi les jeunes.

C'est ce qui explique que, quelques jours après les enlèvements du consul britannique et du ministre Pierre Laporte, les jeunes se mobilisent, occupent les cégeps et les universités, et déclarent la grève, «en solidarité avec les demandes du FLQ». Le Manifeste du FLQ, avec son ton libertaire, porte fort et loin :

Travailleurs de la production, des mines et des forêts; travailleurs des services, enseignants et étudiants, chômeurs, prenez ce qui vous appartient, votre travail, votre détermination et votre liberté. Et vous, les travailleurs de la General Electric, c'est vous qui faites fonctionner vos usines; vous seuls êtes capables de produire; sans vous, General Electric n'est rien! Travailleurs du Québec, commencez dès aujourd'hui à reprendre ce qui vous appartient; prenez vous-mêmes ce qui est à vous. Vous seuls connaissez vos usines, vos machines, vos hôtels, vos universités, vos syndicats; n'attendez pas d'organisation miracle. Faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne le faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant et tout sera à refaire. Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre.

Une partie des élites suggère de négocier avec le FLQ, mais le noyau dur de l'État et des dominants refuse cette possibilité. Certes, l'action armée du FLQ n'a aucune chance de changer le rapport de force. Ainsi, le gouvernement fédéral avec l'appui des autorités provinciales et municipales n'a pas de difficultés à mettre en place un dispositif de répression. Plusieurs centaines de militants sont emprisonnées en fonction d'une loi totalement antidémocratique qui permet la détention sans procès ni accusation.

Les cellules responsables des attentats sont assez rapidement repérées et encerclées. Pire encore, les choses tournent mal lorsque l'on découvre le cadavre de Laporte. L'opinion populaire bascule alors contre le FLQ. « L'insurrection appréhendée », coup de force monté par le gouvernement Trudeau, fait long feu.

Sous le choc de la répression, un grand nombre de militants s'interrogent. Que faire ? De toute évidence, l'aventure de la guérilla a fait son temps. Le PQ, qui vient de faire son premier test électoral (printemps 1970) reste attirant pour beaucoup de monde de la frange « réaliste », mais pas assez pour tous. Les petits groupes nationalistes radicaux comme le Front de libération populaire, qui par ailleurs, s'est distancé du FLQ sur la lutte armée, deviennent moins intéressants, car ils sont trop enfoncés dans une logique de l'affrontement et de l'émeute, comme l'affirment des intellectuels de ce mouvement qui publient la revue *Mobilisation* :

Ce qui apparaissait le plus en 1970 après la répression massive, c'était la fragilité du mouvement. La quantité de luttes et de mobilisations, de militants semblait disproportionnée avec la réalité d'un mouvement dont la direction restait sans stratégie et sans analyse, sans pouvoir lier justement théorie révolutionnaire et pratique révolutionnaire. On faisait une simple constatation : nous ne sommes pas liés aux masses, nous sommes identifiés comme une gang de révoltés, des « casseurs de vitrines ». Sortir de l'impasse nécessite une première condition : pénétrer les masses et s'implanter parmi elles dans leurs combats quotidiens¹³.

D'autre part, l'expérience du FRAP piétine. En pleine crise d'octobre, la tentative d'occuper l'espace politique municipal tourne court, les élites s'étant ralliées derrière le maire Jean Drapeau dans une campagne de peur qui amalgame le FRAP au FLQ. Mais il y a plus que cela, selon une frange du mouvement radical :

Aboutissement logique du mouvement des comités de citoyens, le FRAP se constitua sous le contrôle d'une petite bourgeoisie universitaire et syndicale [...] Or une organisation politique de masse ne se construit pas par le haut. Elle résulte d'un long et patient travail d'implantation. La centralisation du FRAP, son caractère artificiel affublaient le parti d'une force qu'il n'avait pas, incapable de soutenir les luttes qu'il annonçait¹⁴.

Devant la dislocation du FRAP, Marcel Pépín et les tenants du « deuxième front » se retrouvent désespérés. Mais d'autres bifurcations vont bientôt survenir.

L'essor

Après la crise d'octobre et l'échec relatif du FRAP, les portes sont à la fois ouvertes et fermées. Après quelques mois de repli partiel, les couches militantes se remettent en mouvement. En fin de compte, loin d'avoir été un

éteignoir, la répression du gouvernement fédéral a eu l'effet d'un électrochoc. Un sentiment d'urgence habite les militants, qui reconnaissent toutefois la nécessité de changer, de sortir de la « confrontation pour la confrontation », de s'organiser politiquement, d'avoir une force de frappe.

La grande mobilisation sociale

C'est le mouvement syndical qui devient alors la plaque tournante du militantisme. Beaucoup de jeunes sont d'ailleurs arrivés à la maturité de leurs études et décident de s'investir dans les milieux de travail où le secteur public ouvre ses portes, notamment. Dans les couches qui orbitent autour des comités de citoyens et de ce qui reste du FRAP, cette réalité devient un appel, celui de se « lier aux masses », de sortir de la marginalité et de construire une force politique ancrée sur les travailleurs.

Au printemps 1971, à peine quelques mois après la crise d'octobre, une première grève militante est menée par les employés de soutien de l'UQAM, un milieu particulièrement politisé où se concentre la jeunesse militante. Quelques mois plus tard à l'automne, ce mouvement reprend parmi les jeunes profs de l'UQAM et les employés de l'Université de Montréal. Par ailleurs, une grève des employés de *La Presse* se transforme en confrontation de masse et violente alors que des milliers de travailleurs et de jeunes envahissent les rues en septembre 1971. Des CAP se constituent un peu partout à Montréal et en région se créent des coordinations relativement informelles liant syndicalistes et militants populaires et étudiants, notamment à Saint-Jérôme, Joliette, Sept-Îles.

Au début de 1972, l'idée d'un vaste front commun des employés de la fonction publique est mise sur la table par Marcel Pépin et la CSN, avec l'appui des enseignants regroupés autour de la CEQ, et même de certains secteurs de la FTQ. En février, une assemblée-monstre est convoquée au Forum de Montréal pour lancer l'idée d'une confrontation autour d'un certain nombre de revendications-clés et dont l'esprit est plutôt frondeur. Au-delà des revendications salariales, l'idée qui agglutine tout le monde est que les travailleurs réclament leur dignité, en refusant l'arbitraire patronal ou étatique.

Ce mouvement poursuit son cours et éclate au printemps 1972 autour de grèves de masse qui paralysent pendant quelques jours le gouvernement. La confrontation monte d'un ton avec l'arrestation et l'emprisonnement des chefs syndicaux Marcel Pépin (CSN), Yvon Charbonneau (CEQ) et Louis Laberge (FTQ), ce qui déclenche encore plus de mobilisations. Dans certaines villes comme à Sept-Îles, des grévistes organisés en comités d'action, auxquels se rallient les jeunes et les comités de citoyens, mettent en place des barricades, s'emparent des stations de radios et imposent, pour quelques heures, une sorte de contre-pouvoir.

Mais plus tard, le mouvement gréviste comme tel s'épuise et aboutit à un compromis avec le gouvernement libéral. Mais quelque chose change dans le micromonde militant. D'une part domine totalement l'idée d'un mouvement populaire, de masse, qui s'éloigne à la fois du guérillérisme et du projet péquiste. D'autre part surgit cette idée plus ou moins absente du paysage politique québécois que ce sont les travailleurs, la « classe ouvrière », qui doivent être au cœur de cette lutte pour la transformation.

Certes, ce n'est pas une idée totalement nouvelle, puisqu'elle est répétée depuis des années par quelques micropartis d'extrême-gauche, mais dans le contexte du printemps 1972, cette idée devient emblématique d'une grande partie des générations militantes de l'époque.

Mobilisations et luttes

Après la montée aux barricades, la poussière retombe un peu. Mais les immenses mobilisations de masse ont démontré le potentiel d'une force, encore que cette force reste relativement latente et sans stratégie politique. De cela émergent de nouveaux débats à gauche. L'argument « real politik » est repris par de nombreux militants, notamment des syndicalistes, qui estiment que le temps est venu de passer à l'action politique en investissant, voire en radicalisant, le PQ. Leur influence n'est pas négligeable au point où le leadership très modéré du PQ est obligé d'ouvrir ses portes à des militants syndicaux influents comme Robert Burns. Mais lors des élections générales de 1973, le PQ, tout en progressant, est refoulé dans l'opposition, ce qui fait dire à plusieurs militants que le terrain politique institutionnel est une impasse.

Entre-temps, les jeunes travailleurs et étudiants radicalisés par les actions du printemps 1972 se regroupent dans une myriade d'initiatives locales, certaines étant reliées aux comités d'action politique (les CAP). Par ailleurs, ces structures de même que des tas de regroupements militants qui poussent à l'époque ne sont pas trop intéressés à reconstruire un parti politique municipal et pensent qu'il faut aller « plus loin ».

Au printemps 1973, une grande assemblée militante est convoquée sous l'impulsion de ces groupes les plus radicaux comme le CAP-Saint Jacques et le CAP-Maisonnette (dans le centre et l'est de Montréal). Leur proposition est de travailler à la mise en place d'un mouvement politique de travailleurs :

Dans beaucoup de quartiers populaires à Montréal, des travailleurs se sont regroupés depuis quelques années dans des organisations, pour se défendre contre l'exploitation dans des secteurs particuliers. Mais somme toute, nos actions et nos organisations relevaient plus de la spontanéité que d'une stratégie politique [...]. Pour arriver à changer la situation en fonction des intérêts de la classe ouvrière, il faut arriver à changer à la base le système de production, conséquemment l'ensemble des rapports sociaux qui

déterminent le rôle de l'État, la structure hiérarchique du pouvoir bourgeois. Les batailles sur les manifestations du système capitaliste, telle la création d'un centre communautaire, demeurent parcellaires, isolées et sans effet, dans la mesure où elles ne permettent pas la compréhension du système de production ainsi que les liens nécessaires à faire pour arriver à la lutte politique par une organisation politique des travailleurs¹⁵.

Et d'ajouter :

Il n'y a qu'une seule solution possible : que le peuple québécois sous la direction des travailleurs organisés renverse la domination impérialiste, libère les forces productives de l'emprise du capital nord-américain et prenne collectivement le contrôle de la richesse sociale. Le nationalisme déplace les problèmes en insistant sur les aspects ethniques et culturels de la domination étrangère : « C'est la faute aux Anglais ! C'est contre Ottawa qu'il faut se battre ! ». Alors qu'en réalité les responsables étaient et sont encore avant tout capitalistes, anglais autrefois, surtout américains aujourd'hui. Pour le faire, d'abord libérer nos consciences, changer notre mentalité individualiste pour une solidarité et une conscience claire des intérêts communs de la classe ouvrière [...] Nous rendre capables de reprendre en mains nos moyens de production, notre sol, nos ressources naturelles, en somme, l'ensemble de notre richesse sociale¹⁶.

Attirante pour plusieurs, la thèse draine une bonne partie du mouvement radicalisé des années 1970. Il appert nécessaire en effet de prendre le chemin d'un travail d'organisation à long terme, et que dans cette évolution, certaines des clés sont à trouver du côté de l'expérience des mouvements sociaux radicalisés et de la gauche politique qui prend son envol un peu partout dans le monde, notamment en Europe. Une petite revue qui a son influence à l'époque, *Mobilisation*, exprime cette aspiration à conjuguer action et organisation de masse à stratégies et théories d'inspiration marxiste :

Les militants [doivent] aider les masses à s'organiser et à lutter [...] Les petites victoires du début sont extrêmement importantes en ce sens qu'elles constituent les premiers jalons d'une autonomie et d'une solidarité de classe [...] Autrement dit, il ne suffit pas, ni maintenant, ni plus tard, de diffuser des idées générales, des appels à l'action, il faut prendre ces idées, les mettre en application avec les masses, systématiser le travail et la lutte, faire le bilan et tirer les leçons politiques¹⁷.

Comme l'expliquent Victor Lapalme et Bernard Normand, des animateurs des mouvements sociaux de la première heure, il faut s'organiser politiquement, mais il ne sert à rien non plus de vouloir aller trop vite :

Certains intellectuels qui voient très grand et voudraient créer bien vite, au-dessus de la tête des travailleurs, le parti politique des travailleurs. Ou encore, d'autres voudraient centraliser rapidement toutes ces amorces de comités politiques locaux et de noyaux politiques d'usines pour lancer le parti et la grande bataille contre l'État capitaliste. On oublie que le processus de construction de l'organisation politique du prolétariat devra être long si l'on veut que cette organisation se bâtisse en étant liée aux luttes des masses et en favorisant l'apprentissage et l'éducation politique des travailleurs et en préparant

une direction de la classe ouvrière elle-même [...] Si l'on néglige aujourd'hui la consolidation de bases politiques locales de travailleurs, on risque de construire notre maison sur du sable et de se retrouver encore une fois à quelques-uns dans un petit groupe marginal ou dans une secte¹⁸.

En fin de compte, Lapalme et Normand se trouvent à critiquer à Charles Gagnon et les militants ex et post felquistes qui le suivent. Ceux-ci veulent créer un parti « prolétarien », sur un programme inspiré de la tradition communiste¹⁹.

Le parti prolétarien est avant tout l'organisation de direction de la lutte de classe du prolétariat contre le pouvoir bourgeois. C'est une organisation de militants partageant une ligne politique commune, prolétarienne, qui reconnaît à la source de toutes les contradictions actuelles au sein de la société industrialisée, la contradiction fondamentale qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et dont, conséquemment, l'objectif essentiel est à plus ou moins long terme l'abolition radicale des rapports d'exploitation capitalistes²⁰.

Gagnon propose de créer un journal, qui paraît dès 1973, et qui prend le nom d'*En Lutte!*. Dans la lignée de *l'Iskra* (journal créé par Lénine au début du siècle), *En Lutte!* (qui devient peu après une organisation) veut donner une juste direction aux luttes de masses :

L'aspect principal de la contradiction suivant laquelle la classe ouvrière se retrouve sans son organisation de lutte politique, sans son parti de classe, ne réside donc pas dans l'absence totale d'organisations populaires ni même dans l'inexistence du désir de s'unir pour lutter plus efficacement ; l'aspect principal de cette contradiction se retrouve dans l'absence d'une ligne politique prolétarienne, avec une ligne de classe révolutionnaire, capable de fournir aux organisations existantes et aux militants isolés les instruments de compréhension et d'analyse nécessaires pour contrer les courants idéologiques réactionnaires et investir leurs pratiques, leurs activités, d'un contenu toujours plus nettement révolutionnaire²¹.

Entre-temps, à l'automne 1974, les turbulences reprennent dans le milieu syndical. Des grèves, quelquefois endossées par la direction syndicale, quelques fois semi-spontanées, éclatent dans plusieurs grandes entreprises privées, souvent sous l'impulsion de jeunes travailleurs qui ont le goût de l'affrontement et qui sentent leur force. Les militants des CAP y sont de plus en plus actifs, même si, de plus en plus, le leadership syndical tente de les refouler. Les mouvements militants continuent de recruter des tas de jeunes, travailleurs ou étudiants, et commencent à se regrouper dans des organisations proto-politiques, comme le Regroupement des comités de travailleurs (RCT), le groupe Mobilisation (qui trouve son origine dans la revue du même nom) et plusieurs petits groupes qui se proclament « marxistes-léninistes » en annonçant leur projet de constituer un parti dans la tradition du communisme de la Troisième internationale, mais en

rupture avec les partis de gauche déjà existants (comme le Parti communiste du Québec).

Le virage vers le « marxisme-léninisme »

En 1975, ces débats se dramatisent. Les luttes de masse connaissent un essoufflement, les dominants ayant réussi, dans une certaine mesure, à reprendre notamment l'initiative contre la fronde syndicale. Le mouvement communautaire s'agite, comme les luttes autour des premières garderies populaires et des assistés sociaux, mais l'idée devient de plus en plus prenante à l'effet que la « solution » est politique, et que la transformation ne peut venir « simplement » de l'accumulation des luttes.

À la fin de 1974, une partie des petits groupes radicalisés se coalise autour de la « Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada ». L'intention déclarée est de fonder un parti communiste « authentiquement révolutionnaire » et dont l'idéologie, contrairement à ce qui domine jusqu'à date dans le mouvement radical, doit être rigoureusement définie autour d'une « doctrine », qui est en fait une « science », le marxisme-léninisme :

Notre Parti a une science pour nous guider. C'est le marxisme, le léninisme et la pensée-maotsétoung. Elle a été éprouvée par plus d'un siècle de luttes de la classe ouvrière. Elle a démontré sa force dans toutes les révolutions socialistes victorieuses, depuis la révolution bolchévique dans la Russie de Lénine et de Staline, jusqu'à la révolution en Chine avec Mao. Toutes ces révolutions ont été dirigées par un Parti qui se basait sur ces principes. Le marxisme-léninisme (est) la science de la lutte de classes et de la révolution. Elle ne se contente pas de nous donner la seule explication valable des événements mondiaux et de la réalité canadienne du point de vue de la classe ouvrière, mais d'abord et avant tout, c'est une arme pour transformer le monde²².

Également, les marxistes-léninistes proposent un virage radical sur la question nationale, en condamnant le nationalisme québécois qui selon eux dévoie la lutte ouvrière. L'indépendance du Québec n'est non seulement pas prioritaire, mais une fausse voie qui amènera le mouvement radical à se subordonner à la bourgeoisie nationale et au PQ :

Nous ne militons pas en faveur de la séparation du Québec parce qu'elle nuirait à la cause révolutionnaire du prolétariat en le divisant face à la bourgeoisie canadienne, notre ennemi principal, et en affaiblissant notre peuple face aux visées hégémoniques des deux superpuissances. [...] Le PQ, parti bourgeois anti-ouvrier, n'est pas le défenseur conséquent de la nation québécoise. Il doit être combattu pour ce qu'il est : un parti nationaliste bourgeois pour qui les intérêts de classe priment sur les intérêts nationaux²³.

Les militants politisés sont au départ interpellés par cet appel qui a son niveau d'attractivité. Le sentiment de « tourner en rond » de luttes en luttes

et de grèves en grèves est assez répandu, d'où l'intérêt pour un projet qui semble proposer une sortie de l'impasse. Il est par ailleurs vrai que le nationalisme est hégémonisé par le PQ, et bien que les milieux militants aient été très majoritairement indépendantistes, l'idée de constituer un pôle politique explicitement socialiste se répand.

Paradoxalement, cette aspiration devient plus forte après l'élection d'un gouvernement péquiste en 1976. Certes, une partie des intellectuels de gauche se dit prête à donner « la chance au coureur », mais un grand nombre des militants reste convaincu que l'avenir ne passe pas par le PQ.

Mais l'attractivité des propositions ML ne dure pas longtemps. Dès 1978-1979, les « accrochages » se multiplient. Dans plusieurs milieux, des militants résistent au forcing proposé par la LCMLC (qui devient peu après le Parti communiste ouvrier-PCO) et au groupe de Charles Gagnon. Des militantes surtout ne se reconnaissent pas dans cette version autoritaire et verticaliste du socialisme. Les groupes ML commettent de nombreuses bavures en tentant de prendre le contrôle de syndicats et de groupes communautaires autour de leur « ligne juste », souvent via des manipulations plus ou moins conspiratives.

En fin de compte, le « marxisme-léninisme » préconisé par ces groupes s'avère brutal et primitif, inspiré des pires narratifs de la « diamat », cette espèce de religion imposée au mouvement communiste international lors de l'instauration du « règne » de Staline. Dans cette vision, le « marxisme-léninisme » est une « science » dont il faut appliquer, à la règle, les prescriptions. La classe ouvrière industrielle est l'avant-garde que le Parti communiste doit mobiliser et « éduquer », car sans cette « éducation », cette même classe ouvrière est « condamnée » à errer dans le « réformisme » et la réaction.

Le Parti communiste dont rêve la mouvance ML doit agir comme le « général » d'une armée, munie d'une « discipline de fer », toute harnachée pour la révolution. En pratique, les militants ML sont astreints à une discipline quasi militaire, qu'ils s'imposent à eux-mêmes, mais qu'ils ont aussi tendance à vouloir imposer aux mouvements sociaux dont ils prennent le contrôle. Ainsi dans cette vision, un syndicat ou un groupe populaire où les ML sont actifs ou dominant, doit, par définition, reconnaître la « juste ligne » et le « rôle dirigeant » du parti.

Aussi, assez rapidement, des militants du mouvement social et d'autres appartenant à la gauche politique non-ML réagissent. L'idée de « subordonner » le mouvement social au « parti » apparaît délirante et insupportable. Sans compter que beaucoup de monde ne sont pas d'accord avec la conception du socialisme autoritaire qui se profile, ou encore avec d'autres éléments de la politique ML, que ce soit la question nationale québécoise ou des questions internationales (comme cette défense inconditionnelle de la politique extérieure de la Chine)²⁴. Aussi, divers foyers

d'opposition se regroupent, notamment autour du Conseil central de la CSN à Montréal, un espace de mobilisations syndicales particulièrement politisé.

Lors de son congrès bisannuel de 1979, le Conseil central devient un lieu de confrontation. La gauche syndicale indépendante regroupée autour de Gérard Larose finit par s'imposer, mais les ML réussissent tout de même à drainer de 20 à 25 % des militants présents, ce qui témoigne de leur force à l'époque.

Le déclin

Vers la fin de la décennie, le militantisme radical commence à piétiner. Plusieurs raisons expliquent la chose. D'abord, il y a une banale question d'âge. Les jeunes militants des années 1960 ont vieilli. Ils sont devenus des papas et des mamans, ils ont des emplois permanents, voire des carrières. Et ils/elles se reconnaissent de moins en moins dans le projet radical qui veut changer « tout et tout de suite ». Beaucoup veulent encore s'investir dans la lutte, mais pas de la même façon.

Fatigues et dérives

En clair, l'idée de combattre pour la justice sociale est encore très forte au Québec à la fin des années 1970, mais pas au point de laisser tomber toutes les autres dimensions de la vie. D'autre part, les affrontements (surtout verbaux et rarement physiques) entre ML et socialistes indépendants rebutent un grand nombre de gens qui veulent s'investir dans la politique, mais qui ne se sentent pas confortables devant une telle polarisation.

À l'échelle macropolitique, l'opinion devient de plus en plus orientée vers le référendum convoqué pour 1980 par le gouvernement du Parti québécois. Les militants de gauche, bien que non-confiants dans la direction de René Lévesque, ont l'intuition qu'ils ne peuvent éviter l'enjeu qui se dessine. Les dirigeants ML deviennent de plus en plus discrédités devant leur refus de considérer l'importance de la question nationale qu'ils perçoivent comme un « irritant », voire une « conspiration petite-bourgeoise » pour détourner le peuple des vrais enjeux.

Entre-temps, dès 1978, la gauche socialiste et indépendantiste se regroupe au sein de divers réseaux, dont le Regroupement pour le socialisme (RPS), et de lieux d'interventions comme le Conseil central de la CSN à Montréal. Des pôles de réflexions sont réorganisés, dont le Centre de formation populaire (CFP). Plusieurs axes attirent l'attention des militants. D'abord, la nécessité de faire reculer les groupes ML et leurs pratiques prédatrices sur les mouvements sociaux s'impose. Comme l'affirment les animateurs du RPS :

Le MLisme véhicule une conception de l'organisation politique caractérisée par la théorie de la courroie de transmission. En se référant à certains extraits du *Que faire* de Lénine lu à travers la paire de lunettes simplificatrice de Staline de 1924, le MLisme charrie et applique constamment l'idée selon laquelle la théorie et la direction révolutionnaire ne peuvent provenir que de l'extérieur des organisations de masse irréductiblement enfermées dans le trade-unionisme et d'autres formes de réformisme; dans cette conception, la ligne révolutionnaire ne peut provenir que du parti et des militants politiques du parti [...] Dans la pratique cette conception du parti «état major» se traduit par la volonté de subordonner ces organisations de masse au parti et par une atteinte à l'autonomie des organisations de masse vues comme des organisations en béquilles aussi longtemps qu'elles ne sont pas prises en charge par le parti.²⁵

Devant cette critique, l'«aventure» ML se disloque rapidement. L'intimidation qui avait parfois réussi à imposer le «leadership» ML dans certaines organisations syndicales et populaires ne réussit plus à bloquer l'opposition. À la critique intellectuelle et politique du RPS s'ajoutent des dénonciations encore plus vives venant de groupes de femmes. Plusieurs de ces groupes expriment leur volonté d'en découdre avec un discours et une pratique machistes, sous le couvert de la «révolution prolétarienne». Des militants syndicaux ont également le sentiment qu'il est urgent de mettre fin à l'inflation verbale et aux manipulations.

Le retour de la question nationale

Tout ce débat se cristallise cependant autour du débat sur la dite question nationale. C'est un retour plus ou moins difficile. La gauche socialiste, pendant quelques années, est restée indépendantiste «de cœur» plutôt que de «tête». Elle a mis ses priorités ailleurs, en estimant que la montée d'un bloc bourgeois autour du PQ allait redéfinir le projet indépendantiste vers la droite. Et effectivement, le PQ, une fois arrivé au pouvoir, confirme la tendance que son projet n'en est pas un de transformation radicale. En même temps, les socialistes savent qu'il serait absurde de «jeter le bébé (l'aspiration nationale) avec l'eau du bain (le projet péquiste)» et qu'il faut remettre de l'avant un projet de transformation cohérent autour des enjeux sociaux et de politiques, en conjuguant le socialisme et l'indépendance.

Tout cela se cristallise dans les mois précédant le référendum convoqué par René Lévesque pour le printemps 1980. Des militants des syndicats, des groupes communautaires et de la gauche socialiste se coalisent et mettent sur la table des propositions alternatives. La CEQ, notamment, se prononce «en faveur de l'indépendance du Québec, mais considère que la lutte pour l'indépendance est indissociable de la lutte pour une société que les travailleurs québécois ont à définir et à bâtir aux plans économique, social, culturel et politique, en faveur de leurs intérêts»²⁶.

De tout cela émerge une campagne pour le «oui critique», qui veut mobiliser l'opinion populaire sur le référendum et la tirer vers la gauche. L'important peut-on lire dans les documents du Centre de formation populaire (alors le *think tank* de cette coalition sociale et politique) est de qualifier l'appui du camp populaire à la question posée par le PQ :

Notre appui à l'indépendance est un aspect de la lutte politique pour le socialisme, c'est une position de démarcation sans équivoque avec le nationalisme, car nous sommes conscients que les intérêts des travailleurs sont antagoniques à ceux de la bourgeoisie et de toute autre force sociale qui préconise une «autre voie» que le socialisme, ce qui conduirait le Québec à s'intégrer d'une nouvelle manière dans le système capitaliste mondial²⁷.

Les principes qui doivent fonder l'intervention populaire dans le débat du référendum sont alors présentés ainsi :

La nécessité de l'autonomie des organisations de masse ouvrières et populaires et de la pleine émergence de la démocratie de masse; le pouvoir ouvrier et populaire en tant qu'objectif central du socialisme; l'indépendance politique du Québec comme changement conjoncturel des rapports de forces, au sein de la bourgeoisie d'une part, et entre la bourgeoisie et le camp populaire d'autre part, et comme revendication du mouvement ouvrier et populaire dans la lutte contre l'oppression nationale; la position internationaliste du mouvement ouvrier et populaire, son unité objective et fondamentale avec le mouvement ouvrier et populaire canadien et la nécessité de coordonner son action avec lui²⁸.

Ce travail de fourmi sape peu à peu les milieux impliqués avec ou proches des groupes ML. Leur condamnation du nationalisme québécois prend des allures extrêmes, comme si l'élan d'émancipation nationale était un «ennemi absolu». Le jour J étant arrivé, des sondages internes au sein des groupes ML révèlent que la majorité de leurs militants sont allés voter en catimini, contre les mots d'ordre d'annulation (En Lutte!) et d'abstention (Parti communiste ouvrier). Quelques mois plus tard, une série de débats autodestructeurs éclate dans ces groupes. Une majorité de militants en a tout simplement marre et vote avec ses pieds. Tant En Lutte! que le PCO peinent à convoquer des rencontres où la dissolution est déjà effective. Fin d'une époque.

Le tournant obscur

À l'aube de la nouvelle décennie, le milieu militant entre dans l'ambiguïté. Après la défaite du référendum, la scène politique se restabilise au profit des dominants. René Lévesque et le PQ laissent tomber à la fois le projet souverainiste et l'idée de construire une autre société, ce qui laisse présager les durs affrontements avec le mouvement syndical qui surviennent

en 1982. Mais la défaite du référendum n'est pas seulement la défaite du PQ.

Plusieurs des jeunes radicalisés devenus moins jeunes sont dans une phase de remise en question individuelle, familiale, culturelle. Le grand projet de transformation auquel ils ont cru avec tant d'ardeur semble en lambeaux. Certes, il y a encore beaucoup de résistance à laisser tomber le grand projet socialiste. Le RPS tente de relancer un projet, estimant que le déclin et l'effondrement des groupes ML lui ouvrent la voie, même s'il ne faut pas se faire d'illusion :

Replacées dans une perspective d'ensemble et reliées à nos développements antérieurs, les tâches pour la gauche du mouvement ouvrier et populaire sont d'œuvrer à la construction d'un bloc social populaire anticapitaliste, anti-impérialiste et indépendantiste au Québec. Mais bien des percées doivent être réalisées pour que ce bloc devienne plus qu'un fragile balbutiement, c'est-à-dire une forte vague de fond qui ouvre la voie au projet socialiste et eu même coup, représente une sorte de « contre-bloc » par rapport au bloc social que veut construire le PQ²⁹.

Les milieux de gauche, dont le RPS, tiennent à se démarquer fortement du PQ, tout en assumant le drapeau de la lutte pour l'indépendance, comme l'explique Yves Vaillancourt :

Le PQ, déjà comme parti mais surtout comme gouvernement, se trouve lié par sa position de classe [...] Les projets qu'il véhicule tant sur la question sociale et économique que sociale, sont colorés et déterminés par sa volonté de construire un bloc social, une alliance de classe, dans lesquels la première place revient au capital, la seconde aux petites-bourgeoisies de couches supérieures et la troisième seulement aux classes populaires. Cela signifie que le gouvernement du PQ sacrifie les classes populaires chaque fois qu'il est impossible de leur faire des concessions sans heurter en même temps les capitalistes de la petite et de la moyenne entreprise³⁰.

Le mouvement socialiste

Peu après, des syndicalistes de gauche se coalisent autour de Marcel Pépin et lancent l'appel dit du « comité des 100 », qui veut reprendre là où avait été arrêtée l'idée d'une force politique de gauche mais modérée. Peu après, ce comité lance le Mouvement socialiste :

La transformation en profondeur du Québec dans le sens des intérêts et des aspirations des classes ouvriers et populaires passe par la construction du pouvoir populaire et cela, sur les bases inséparables du socialisme, de l'indépendance, de la démocratie et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il s'agit là, nous devons en être conscients, d'une entreprise difficile, car elle implique de remettre en question des puissances capitalistes nationales et internationales qui n'ont aucun intérêt au changement et qui n'hésitent pas à intervenir dans la vie des peuples pour maintenir leur domination. Il s'agit là d'une entreprise d'envergure qui suppose des mutations à la fois économiques, socia-

les, culturelles et politiques dont il ne faut pas sous-estimer ni la profondeur, ni les difficultés. Il s'agit là d'un projet politique complexe et de longue durée, qui est appelé à se préciser, se clarifier, s'approfondir et se transcrire en programme de luttes et d'étapes à parcourir, selon l'évolution de la conjoncture et des forces sociales qui le porteront. Ce projet politique n'appartient pas et n'appartiendra jamais, ni à une avant-garde, ni à un groupe d'experts. La construction du pouvoir populaire ne peut être l'œuvre que du peuple lui-même³¹.

L'imagination est présente. Beaucoup d'intelligence politique et d'expérience organisationnelle est au rendez-vous. Mais il manque la flamme, l'ardeur, le sentiment d'urgence. Ce recul est dans l'air à une échelle qui dépasse le Québec, comme en Europe (avec la fin des mouvements radicaux en France et en Italie, par exemple), mais aussi en Amérique latine, au moment où les dictatures disloquent les mouvements populaires qui avaient attiré l'attention de tant de jeunes militants.

En même temps, cette époque est celle où le néolibéralisme prend son essor. Ce nouveau projet s'accompagne d'une vaste bataille des idées où sont promues les valeurs de la droite, tels l'individualisme, le consumérisme, l'obscurantisme. « La société n'existe pas, seuls les individus comptent » s'exclame Madame Thatcher. Le monde de l'intellect subit cet assaut. De nombreux intellectuels intègrent, plus moins subtilement, des valeurs semblables en s'éloignant du marxisme et de la lutte avec les mouvements sociaux. Une idéologie réactionnaire prend forme autour de l'idée de la « fin de l'histoire », du triomphe définitif du capitalisme et de l'échec irrémédiable de la gauche.

En guise de conclusion

Résumons-nous. Pendant plusieurs années jusqu'à la fin des années 1970, le mouvement social s'est radicalisé aux confluent de l'évolution de divers processus de mobilisation. Innovateur et rebelle, ce mouvement n'a cependant pas débouché sur une véritable stratégie alternative, à cause de ses propres limites d'une part (inexpérience, manque de profondeurs théoriques et d'expériences pratiques). D'autre part, ce mouvement s'est trouvé en Amérique du nord, au cœur de l'empire si on peut dire, là où les dominants sont puissants et peuvent refouler les noyaux de contestation sociale. Dans le cas québécois en outre, le mouvement social n'a pu se démarquer de l'option nationaliste d'une partie des dominants, incarnée par le PQ. Bref, les dominants ont démontré leur capacité de refaire leurs consensus, de reprendre l'initiative et de préserver leur hégémonie.

Devant cette impasse, la faction militante du mouvement, à partir de la deuxième partie des années 1970, s'est enfoncée dans une sorte de fuite en avant, à la recherche de la « révolution-miracle » et du « parti-miracle », d'où de nombreuses dislocations et turbulences. Repoussée par le leadership

des organisations populaires et syndicales, cette fuite en avant s'est assez rapidement étiolée devant la réalité sociale. Pour autant, les mouvements sociaux dans leur ensemble, et pas seulement la gauche radicale, sont sortis de cette décennie déstabilisés, devant un double étau. En fin de compte, les dominés ont été incapables de produire un véritable projet contre-hégémonique.

Par la suite, dans les années 1980, le mouvement social s'est contracté sur des postures défensives bien qu'ici et là ont essaimé de nouveaux projets de rénovation de gauche, et qui sont apparus au grand jour, si on peut dire, à partir de la fin des années 1990 et au début des années 2000. Depuis, on assiste à l'essor d'une autre génération, cherchant, poussant, interpellant et ainsi ouvrant la porte à de nouvelles pistes pour les luttes radicales qui optent pour la transformation sociale. Mais ça, c'est une autre histoire.

Notes et références

1. Dans ce texte, l'utilisation du masculin vise à simplifier le texte et non à ignorer le genre.
2. Paru dans *Mobilisation*, vol. 3 n° 3, avril 1973
3. François Lamarche, *Une ville à vendre*, EZOP-Québec, Conseil des œuvres et du bien-être du Québec, 1972.
4. Quelques petits partis politiques de gauche, en fait des sectes, existent tant bien que mal, dont les héritiers du Parti communiste, quelques fractions trotskistes et maoïstes, etc. Mais leurs appels à créer le « parti des travailleurs » reste totalement ignoré.
5. *Ne comptons que sur nos propres moyens* de la CSN, *L'état, rouage de notre exploitation de la FTQ, L'école au service de la classe dominante* de la CEQ.
6. Marc Comby, « Quand un nouveau parti politique contestait Jean Drapeau », *Le Devoir*, 25 octobre 2005.
7. Pierre Vadeboncœur, [discours au congrès du FRAP], *Les salariés au pouvoir*, 28 août 1970.
8. Pierre Vadeboncœur, [discours au congrès du FRAP], *Les salariés au pouvoir*, 28 août 1970.
9. Jean-Marc Potte, « Syndicalisme de boutique, syndicalisme d'affaire et syndicalisme de combat », 1973, reproduit dans Jean-Marc Potte, *Du combat au partenariat, interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Éditions Nota Bene 1998.
10. Jean-Marc Potte, « Lettre à une militante », *Partis Pris*, vol. 5, n° 8, été 1968. Texte en ligne (avec les autres essais de Potte : Dans la collection : Les classiques des sciences sociales.
11. Charles Gagnon, « Proposition pour la révolution nord-américaine », été 1968, reproduit dans Charles Gagnon, *Feu sur l'Amérique*, Écrits, vol. 1, 1966-72, Lux Éditeur, 2006.
12. *Idem*.

13. « Le mouvement des comités d'action politique (1971-75) », *Mobilisation*, vol. 4, n° 9, juin 1975.
14. François Lamarche, *Une ville à vendre*, EZOP-Québec, Conseil des œuvres et du bien-être du Québec, 1972.
15. CAP Maisonneuve et Cap Saint-Jacques, *La nécessité d'une organisation politique des travailleurs*, avril 1972.
16. Cap Saint Jacques, *Manifeste*, décembre 1971.
17. *Mobilisation*, Servir le peuple, vol. 4, n° 8, avril 1975.
18. Bernard Normand et Victor Lapalme, *Travailleurs québécois et lutte nationale*, document de travail pour la Centrale de l'enseignement du Québec, janvier 1973.
19. Voir une entrevue avec Charles Gagnon à Radio-Canada à l'automne 1972 dans le site Internet de Radio-Canada.
20. Charles Gagnon, « Pour le Parti prolétarien », octobre 1972, reproduit dans Charles Gagnon, *En Lutte*, Écrits politiques, vol. II, 1972-1982, Lux Éditeur, 2009.
21. *Idem*.
22. *La Forge*, organe de la LCMLC, 9 juin 1978.
23. Document d'entente politique pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, novembre 1975.
24. La référence à la Chine est au départ un élément attirant pour les groupes ML. Mais au tournant des années 1970, la Chine opère un virage en s'alliant avec les États-Unis et en abandonnant des mouvements et même des États révolutionnaires (comme au Vietnam).
25. Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque, Yves Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années 1980, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, 1980.
26. CEQ, Analyse du Bureau national, *S'approprier la question nationale*, juin 1978,
27. CFP, *La question nationale, un défi à relever pour le mouvement ouvrier*, mai 1978.
28. CFO, *La question nationale et la lutte des travailleurs*, 12 mai 1978.
29. Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque, Yves Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années 1980, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, 1980.
30. Yves Vaillancourt avec la collaboration de Annie Antonès, *Le PQ et le social, éléments de base des politiques sociales du gouvernement du Parti Québécois, 1976-1982*, Éditions Saint-Martin, 1983.
31. *Le comité des 100*, Manifeste du Mouvement pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes.